

Le climat : un danger pour l'économie ? Moins que l'idée d'une économie totalement décarbonée !

Posté le : 6 juillet 2021 09:47 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Attitudes, Analyse sectorielle

Une « fuite » relatif à un brouillon de rapport de final du Giec a permis au monde ébahi de savoir qu'un avenir climatique « apocalyptique » était le futur proche de l'humanité. En vérité le GIEC n'est pas une instance scientifique mais politique, émanation directe d'une organisation de l'ONU. De l'argent en masse est distribué à des centaines de centres de recherche qui ont produit des études dans une multitude de domaines, ce qui donne les 4 000 pages du rapport final. Il n'y a strictement aucune unité entre ces études. Chacun fait ce qu'il veut et dit ce qu'il croit, sans savoir ce que les autres ont produit. Aucun des travaux présentés n'est vérifié par une quelconque instance de contrôle scientifique.

Une autre approche aurait été de donner à un ou deux instituts de recherche qualifiés dans le domaine climatique, l'étude de questions particulièrement épineuses et de fournir des réponses scientifiques, avec révision et relecture des résultats dans la communauté scientifique, investissement dans les moyens de recherche les plus appropriés et production d'un certain nombre de résultats vérifiés.

Vous ne pouvez pas faire un tel travail scientifique avec des centaines de contributeurs qui font ce qu'ils veulent quand ils le veulent, avec l'argent de l'ONU et l'idée qu'il faut prouver les intuitions imposées par le donneur d'ordre pour avoir des financements très généreux. Les politiques qui gèrent l'affaire pour le compte de l'ONU, se chargent d'extraire dans les rapports ce qui les arrange idéologiquement et en fond un résumé à l'attention des dirigeants. **Le résumé pour décideur est une escroquerie.** Il n'a rien de scientifique. Il est impossible d'extraire de centaines de rapports divers et souvent divergents une « vérité pour décideurs » qui ne soit pas, en fait, l'expression politique biaiseuse des donneurs d'ordre qui sont à l'ONU presque toujours des politiciens sans compétences scientifiques (un président du Giec était sorti de l'école à 14 ans, une vraie formation d'ingénieur) et souvent des membres ou ex-membres dirigeants d'associations mondiales pour l'écologie comme Greenpeace.

On affirme, pour emballer la manœuvre, que la conclusion a été validée par des centaines de scientifiques unanimes. On ajoute que Mlle Thunberg est contente. Tout cela n'est que de la manipulation conduite d'en haut par les représentants des grandes ONG qui gèrent toute l'affaire avec des financements monstrueux. Rappelons que Greenpeace est né de la lutte contre les essais nucléaires et reste mobilisé contre le nucléaire civil qui ne produit pas de gaz à effet de serre. Son mode d'action est la manipulation des médias et des politiques par des opérations coup de poing surmédiatisées et par l'entrisme dans les instances internationales et la connivence médiatique.

Ce que tout quidam un peu curieux peut faire, c'est lire les quatre mille pages et constater que les chiffres qu'on y trouve, sur la valeur desquelles il est impossible de se prononcer (il n'y a aucune critique scientifique de quoi que ce soit), donnent les moyens de se forger une idée assez précise sur les questions évoquées et qu'elle contrevient directement avec les « conclusions du comité Lissenko » produites de mauvaise foi par quelques allumés des ONG.

Nous ne donnerons ici que quelques chiffres que tout le monde peut vérifier.

La masse de CO₂ existante est de 200 U, la création de CO₂ « anthropique » annuelle de 1.5 U. La part du stock de CO₂ en provenance de la production humaine est considérée entre 3.5 à 4 %, (peut-être). C'est une estimation au doigt mouillé dans l'hypothèse la pire. L'influence des activités humaines sur le CO₂ est ridiculement faible et les réduire de moitié ou totalement n'aurait pratiquement aucune influence sur le réchauffement climatique.

D'autres études essaient de savoir si cet apport de 1 % pourrait à la longue faire augmenter la température moyenne terrestre et de combien la suppression de l'apport anthropique ferait baisser la température. Ne jugeons pas de la démarche scientifique mais des résultats annoncés : en stoppant totalement la production de CO₂, la température baisserait de 0.8°. La contribution française serait de 0.014° !

Un des aspects amusants de la situation, c'est que le Giec qui avait annoncé une hausse de près de 4% des températures, a bien compris que des économies de 0.8° en ruinant tout le monde n'auraient aucune séduction pour les peuples et leur gouvernement. Pourquoi se ruiner pour rien ? L'urgence était plutôt de prévoir des climatiseurs en masse ! Alors finie la hausse anthropique de 3.8°. On insiste désormais sur les conséquences terrifiantes et désespérées d'une hausse de 1.5°. Là une baisse de 0.8° aurait un impact sensible !

Personne n'étant subventionné pour étudier la faisabilité et le coût d'un abandon total de production anthropique de CO₂, on évite de dire que la France sortirait totalement gâchée, ruinée et aux abois de l'aventure. Nos propres estimations montrent que le coût serait entre 25 et 50 mille milliards d'euros pour la France, par dépenses ou pertes de recettes ou manque-à-gagner. À comparer aux 1,25 mille milliards de la production marchande française annuelle. Cette politique ne sera jamais menée à son terme et pour aboutir à 0.014° de baisse de température, elle est absurde.

On sait aussi deux autres choses fort importantes :

- La France produit 3 % de la production mondiale et commet 1 % des émissions de CO₂. Nous sommes donc trois fois plus vertueux que le reste des pays du monde qui, s'ils obtenaient la performance française, réduiraient à presque rien la question du CO₂.
- La France a baissé ces 15 dernières années sa production de CO₂, alors que le reste du monde l'a augmenté dans une proportion de plusieurs centaines de fois l'économie faite en France.

Tout ce que nous avons fait a été très coûteux et pénalisant, et n'a servi à rien à l'échelle de la planète. Tout ce que nous prétendons devoir faire encore pour arriver à une mythique « neutralité carbone » nous tuerait économiquement et il n'y aurait plus ni emplois ni revenus en France !

D'autres chiffres incontestables sont encore plus troublants.

Les glaciologues ont montré qu'au temps des dinosaures (le jurassique comme chacun le sait maintenant grâce au cinéma) la masse de CO₂ était de 4 à 5 fois supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui provoquant l'extraordinaire exubérance de la flore et de la faune de cette époque. Personne ne parvient expliquer pourquoi une hausse de quelques pour cent de la masse de CO₂ tuerait la planète, alors que 5 fois plus dense, le CO₂ n'a eu que des conséquences favorables (le CO₂ est un fertilisant très efficace et propice à la vie).

Plus proche de nous la politique de densification immobilière de Mme Hidalgo qui au terme de son second mandat aura probablement dépassé les 12 millions de m² construits ou rénovés a provoqué la création d'un dôme de CO₂ anthropique qui ne pourrait être compensé que par la construction sur deux fois la surface de la ville, d'une forêt extrêmement dense. Mme Hidalgo et ses amis Verts sont

les principaux créateurs de CO2 de France et sans doute d'Europe ! Leurs bidouilleries pseudos vertes ne compenseront pas le millième du CO2 que leur politique produit !

Les islamogauchistes Verts, si favorables à l'immigration de masse, ne nous ont jamais expliqué pourquoi la construction de l'équivalent d'une ville comme Paris tous les 5 ans pour accueillir les nouveaux immigrés et leurs enfants était favorable à la réduction des gaz à effet de serre ! Ce coût en CO2 est tragique si on utilise les critères du GIEC ! Mais chutttt !

Répetons-le : nous ne sommes pas ici des climatosceptiques ni des agents du lobby nucléaire. La projection d'injures disqualifiantes est inutile. Au contraire nous sommes très en faveur des multiples solutions qui permettent de continuer de réduire notre trace sur l'environnement et nos consommations de ressources non renouvelables. Il n'y a aucun doute, l'humanité, pour son bien, détruit des ressources lors de l'acte de production et de consommation et rejette des déchets. Si le quantum de destruction et de déchets devient disproportionné avec la taille de la terre, il est inéluctable que de grosses difficultés se présentent.

La solution ne peut provenir que d'une certaine stabilisation de la population du globe entre 4 et 6 milliards d'humains, de hausses de productivité massives réduisant et la proportion des matières premières détruites et les rejets, et une réorientation douce du PIB vers les consommations les moins négatives pour la croissance future.

Nous défendons l'idée qu'il faut agir, au nom de l'écologie, auprès des 10 pays qui correspondent à 80 % de la hausse de la population pour qu'ils sachent que nous ne sommes pas là pour absorber leurs excédents démographiques et qu'ils doivent agir de leur propre fait pour se sortir du piège où ils se sont mis, en sachant que c'est très difficile. La hausse de la population est due au triomphe de la médecine contre la mortalité, plus qu'à une frénésie de copulations. Il faut obtenir une baisse des habitudes ancestrales qui poussaient à être souvent enceintes pour avoir des enfants survivants. Cette baisse existe. Certains pensent que d'ici quelques décennies toutes les parties du monde seront en baisse des naissances. Dans les pays développés le phénomène est devenu inverse : on ne maintient plus la population native qui s'efface progressivement. La vérité est qu'il faut soutenir la natalité défailante dans les pays riches et accompagner la baisse de la natalité dans les pays en explosion démographique, pour arriver à terme à une population relativement stationnaire et capable de se nourrir et de vivre sans créer de risques structureaux.

Nous croyons également que le risque le plus proche n'est pas l'effet produit par l'émission de gaz à effets de serre mais des pénuries de matières premières bloquant en totalité une filière de production. Ces pénuries peuvent être artificielles, liées à des blocages diplomatiques, ou réelles par saturation de l'exploitation. On en parle peu parce que la solution passe par la microéconomie et les échanges. Ce sont les entreprises qui trouveront la solution et il est indispensable d'avoir un réseau d'entreprises prospères et dynamiques pour faire émerger les techniques et les produits évitant les blocages. Les Vert qui veulent « la destruction du capitalisme », lorsqu'ils ne détruisent pas le "patriarcat", ne se sentent pas très à l'aise sur ce sujet, ni les ONG, ni même les gouvernements, surtout s'ils ont sombré dans l'accablement réglementaire et fiscal de leurs entreprises. On voit que la France désindustrialisée par sa faute est très mal placée pour prendre la tête du mouvement.

Oui nous avons des défis écologiques à relever, mais qui ne sont pas exactement ceux qu'on dit. On doit éviter les intoxications des grandes ONG mondialisées qui tiennent l'ONU et désormais mettent sous tension toutes les dirigeantes des grandes institutions multinationales (BCE, FMI, Commission Européenne, etc.), arrivées à leurs postes poussées par la vague LGBT et qui désormais chantent la messe sans réticence pour s'y maintenir. Mme Lagarde, présidente de la BCE, recevant ès qualités Mlle Thunberg, chantant les vertus du contrôle vert des financements et se montrant favorable à l'interdiction de celui des produits énergétiques diabolisés, est-elle dans son rôle de gouvernance de la création monétaire ? Mme Van der Leyen se mêlant à une chasse à l'homme contre le président

du COJO japonais qui a osé dire que la présence de femmes ralentissait les réunions des conseils d'administration, exerçait-elle vraiment son rôle de Président de la Commission ?

L'écologie oui, mais pas celle qu'on nous impose par des procédés malhonnêtes, pour de mauvaises raisons, et en s'engageant dans des pratiques liberticides et en se trompant d'urgence.

La plus grande menace sur la prospérité de la France dans la décennie à venir provient non pas du climat mais des politiques écologiques hystériques que des prêtres autoproclamés et délirants veulent nous imposer. Les scientifiques dans cette affaire sont des otages ! Les prochaines élections présidentielles françaises seront cruciales sur le sujet. Imaginons l'arrivée d'une coalition entre Anne Hidalgo et les Verts ! On a vu le résultat à Paris : un saccage effarant et un désastre écologique. On imagine les conséquences si ces gens obtenaient un pouvoir national.